



Motion de la coordination nationale

La Coordination Nationale CGT Insertion Probation a ouvert ses travaux, le 14 novembre 2017, en votant la participation à la manifestation du 16 novembre, à l'appel inter professionnel des organisations syndicales.

En effet les ordonnances concernant le Code du travail trouvent déjà leur parallèle dans la Fonction Publique tant sur le fond que sur la forme :

- ⇒ Rétablissement du jour de carence
- ⇒ Report du PPCR mais tentative de mise en place à marche forcée du RIFSEEP (prime au mérite)
- ⇒ Gel du point d'indice
- ⇒ Remise en cause de l'existence des Comités d'Hygiène et de Sécurité
- ⇒ Non respect du dialogue social
- ⇒ Programme d'économies drastiques dans la Fonction Publique qui ne pourra se traduire que par une privatisation et une atteinte aux services publics

Très concrètement, dans l'Administration Pénitentiaire, cette remise en cause du dialogue social est aujourd'hui flagrante :

-Report de la réforme statutaire et de l'accès à la catégorie A, alors même que les décrets d'application sont rédigés et que des engagements fermes avaient été pris au plus haut niveau de l'Etat !

-Adoption du Référentiel des Pratiques Opérationnelles dans sa version initiale au mépris du travail de recherche, de consensus et d'ouverture, présenté par la CGT. Pourtant, entre temps, des amendements avaient été retenus et sont brutalement balayés d'un revers de manche, sans discussion, après trois ans de travail !

-Déclarations laissant entrevoir une volonté de privatiser des pans entiers des missions des SPIP (TIG, PSE)

La politique actuelle est déroulée sans concertation réelle et porte des atteintes graves aux droits des salariés, qu'ils soient dans le privé ou le public. Cela démontre une volonté de démanteler les services publics et de les donner en pâture à la marchandisation... C'est bien d'un choix de société dont il s'agit.

Aussi la Coordination Nationale CGT Insertion Probation appelle l'ensemble des syndicats à participer à la manifestation du 16 novembre et à préparer la suite en organisant dans tous les SPIP des AG les plus larges possibles afin de déterminer les priorités revendicatives et les modalités d'action adaptées à chaque service.

Le 14/11/2017
A Montreuil